

LOI CONTRE LES MANIFESTATIONS : NON À L'ÉTOUFFEMENT DE LA DÉMOCRATIE !

DÉFENDONS LE DROIT DE MANIFESTER : UNE PARTIE IMPORTANTE DE LA LIBERTÉ D'OPINION EST EN DANGER
REJOIGNEZ LE COMITÉ DE SOUTIEN POUR APPELER À REJETER CETTE LOI LIBERTICIDE

Pour toute société libre et démocratique les libertés d'opinion et d'expression ainsi que le droit de manifester sont essentiels. En Suisse, ces libertés sont des droits fondamentaux garantis par la Constitution fédérale.

Sans la possibilité d'exprimer des idées, des revendications sociales, environnementales, culturelles, liées aux droits humains, pour la paix, sportives, etc., notre société risque à tout moment la fermeture, le repli, l'Etat policier pouvant conduire à la dictature.

Il est essentiel de sauvegarder ces libertés face aux tentations anti-démocratiques et sécuritaires particulièrement fortes dans le contexte social et économique actuel.

La nouvelle loi limite de manière inacceptable les libertés démocratiques fondamentales et contrevient gravement aux principes de base du droit :

→ Elle permet de « **refuser toute nouvelle autorisation** pendant une période de 1 à 5 ans » au bénéficiaire d'une autorisation « lorsque, **même sans sa faute**, la manifestation donne lieu à des atteintes graves aux personnes ou aux biens »

→ Elle laisse le département de police totalement libre de « refuser l'autorisation de manifester » en se basant uniquement sur son appréciation unilatérale « de la capacité du requérant à remplir la charge » c'est à dire de la capacité des organisateurs de **se transformer en milices privées** pour faire respecter l'ordre public

→ Elle prévoit de punir par des **amendes pouvant aller jusqu'à 100 000 francs** toute personne qui « ne s'est pas conformée à la teneur de l'autorisation », même si aucun dégât aux personnes ou aux biens n'est constaté

Au lieu de viser les auteur-e-s de débordements, la nouvelle loi punit les organisateurs-trices des manifestations, même si on ne peut leur reprocher aucune faute !

C'est pourquoi de très nombreuses organisations de la société civile qui ont à cœur nos libertés et nos droits démocratiques fondamentaux vous invitent à voter...

NON À LA LOI CONTRE LES
MANIFESTATIONS

Assoc. des Juristes Progressistes, ALCIP, ATTAC GE, AVIVO, Cartel Intersyndical, Centre Europe Tiers-Monde, Communauté genevoise action syndicale, Collectif Urgence Palestine, Les Communistes, ContrAtom, CUAÉ (Conf. Univ. assoc. d'étudiant-e-s), Fédération Associative GE, Food First Info. Action Network, Forum social lémanique, Gauche Anticapitaliste, GSaA, Jeunes Vert-e-s, Jeunesse socialiste, La Gauche GE, Les Verts, Marche mondiale des femmes Genève, Mouvement populaire des familles, Parti du Travail, Parti Socialiste, Syndicat SEV/TPG, SURVAP (Survivre aux Pâquis), SIT, solidaritéS, SSP/VPOD, SPG, SYNA, Syndicom, Union des Espaces Culturels Autogérés, UNIA, Uniterre...

☐ Je souhaite **adhérer** au comité public de soutien et contribuer au financement d'une annonce (50 frs min. souhaité)

☐ Merci de m'envoyer un bulletin de versement

☐ Je verse directement ma contribution sur le **CCP 12-33153-3**

☐ Je souhaite **recevoir** cartes-réponses
..... flyers

☐ Je souhaite **m'engager** pour cette campagne, merci de me contacter

Prénom / Nom

Fonction*

Adresse

NPA / Localité

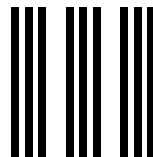
E-mail

Téléphone

* Profession et/ou responsabilité associative, politique ou culturelle

À RENVoyer AU PLUS VITE SVP
PAR LA POSTE OU PAR E-MAIL À INFO@NONLOIMANIF.CH

COMITÉ UNITAIRE NON À LA LOI CONTRE LES MANIFESTATIONS
CASE POSTALE 2089 · 1211 GENÈVE 2 · TÉL. 022 740 07 40
WWW.NONLOIMANIF.CH · INFO@NONLOIMANIF.CH
CCP 12-33153-3



A

Nicht frankieren
Ne pas affranchir
Non affrancare

Geschäftsantwortsendung · Invio commerciale-risposta
Envoi commercial-réponse

COMITÉ UNITAIRE
**NON À LA LOI CONTRE
LES MANIFESTATIONS**
CASE POSTALE 2089
1211 GENÈVE 2